FRÊCHISME : après 30 ans de domination de la vie locale, comment gérer le changement ?

PolitiquePLUS

DUEL
Mandroux / Domergue, un match équilibré ?
▶ Pages VI-X

MODEM
Le centre, objet de toutes les attentions
▶ Pages VII-IX

VERTS
La stratégie à risque de la gauche écolo
▶ Page V

Seule grande ville du Sud de la France toujours à gauche, Montpellier connaîtra dimanche, quel que soit le nom du candidat arrivé en tête du premier tour des élections municipales, un bouleversement sans précédent avec la fin de l'ère Frêche, chaotique et charismatique maire de la Ville jusqu'en 2004.
Son héritière devra prouver que derrière son style plus feutré se cache une vraie volonté politique, les Verts partis seuls ont l'obligation de faire un bon score pour tenter de survivre politiquement.
L'électorat centriste, disputé par plusieurs listes, sera probablement la clé de ce scrutin. Quant au candidat de droite, il verra si sa stratégie anti-Frêchiste peut payer.
Un cahier spécial réalisé par les étudiants du Master "Métiers du Journalisme" de l'Université Montpellier 1.

EN CHIFFRES

POPULATION

La ville de Montpellier comptait 225 392 habitants au recensement de 2001. Aujourd'hui, le nombre de Montpelliérains est estimé à 248 000 habitants. L'accroissement est de 3 500 habitants par an, le taux le plus fort de France, après Toulouse.

EMPLOI

Selon les sources, le taux de chômage de la ville varie de 11,3 à 12,8 %. Mais reste dans tous les cas supérieur à la moyenne nationale.

SOCIAL

Montpellier respecte la loi SRU (20% de logements sociaux) et comptait en 2006, 24 043 logements sociaux. Le prix moyen d'un appartement ancien à l'achat est de 2279 € au m2.

ÉLECTIONS

138 989 électeurs sont recencés. En fait, il s'agit surtout d'électrices : les femmes représentent 56,3% du corps électoral, soit 78 197 électrices pour 60 792 électeurs.

NOUVELLE ÈRE

Comment succéder à Georges Frêche ?

Il aurait préféré la deuxième position, plus à même de contenter l'homme de pouvoir qu'il est depuis trente ans. Finalement, il a accepté de n'être que sixième sur la liste de Mandroux, qui lui a succédé en 2004. La mairie, l'Agglomération puis la Région sont conquises tour à tour. Jacques Molénat, un des nombreux auteurs ayant travaillé sur Georges Frêche le décrit comme *« génial, charismatique, visionnaire, intrépide et sensible »*. Mais aussi *« odieux, tyrannique, égocentrique, cruel et retors »*.

L'homme a su s'imposer sur la scène régionale depuis sa première élection à la mairie en 1977. Les opposants comme les collaborateurs s'accordent à dire que le bilan est plutôt positif grâce à une vraie vista politique : la ville est devenue une vitrine architecturale, autoproclamée même " Montpellier la surdouée " dans les années 1980. Economiquement, la région, pourtant fragile, est passée au huitième rang national. On retient aussi d'autres facettes de l'homme : des réseaux sociaux verrouillés, un clientélisme électoral poussé au rang d'oeuvre d'art et des frasques verbales de plus en plus limites et de plus en plus médiatisées.

Depuis des lustres, ses adversaires de droite sont écrasés ; ils ne peuvent se servir de leurs arguments (la vidéo surveillance fait consensus au sein de la gauche montpelliéraine) et sont obligés soit de focaliser sur Frêche, soit de puiser dans les idées d'extrême gauche pour exister ! En presque trente ans de mandat, chaque élection municipale a vu l'arrivée d'un nouveau candidat conservateur qui a fait long feu face à l'inamovible Georges Frêche. Même si ce dernier s'est fait battre aux législatives, par un certain Jacques Domergue, qui depuis croit en son destin. *« Je ne suis plus à la mode »*, a lancé Frêche lors d'une conférence de presse au musée Fabre en 2007. S'il n'a jamais eu un poste de ministre, on peut douter qu'il pensait vraiment ce qu'il disait. L'homme, universitaire, socialiste truculent après avoir été maoïste dans sa jeunesse, a un gros défaut : il sait qu'il est intelligent. Exclu du parti socialiste voilà un an pour un de ses dérapages verbaux, cela ne l'a pas empêché le 28 février dernier d'être à la même tribune que François Hollande et de suggérer publiquement, quelques mois après avoir publié un livre intitulé "Il faut sabordder le PS", sa réintégration dans le parti ! Aujourd'hui, Georges Frêche semble prêt à lâcher définitivement Montpellier. Mais après avoir placé des pions : en dépit des dénégations du maire sortant, il a notamment fortement pesé pour que le MoDem soit préféré aux Verts dans la liste d'union de Mandroux. Il lâchera même l'Agglomération qu'il préside, s'il jamais il est élu sénateur en septembre prochain. Mais selon Michel Crespy, sociologue et ancien responsable au sein du PS Montpelliérain, les sénatoriales ne sont pas gagnées, même s'il est adoubé par le PS. *« Il s'est fâché avec beaucoup de monde important pour son élection »*, explique-t-il. En 2010 Georges Frêche qui aura alors 72 ans, projette de se représenter aux régionales. Pour un dernier mandat dit-il. S'il est par ailleurs élu sénateur, il faut compter sur lui jusqu'en 2016. Au moins.

Après avoir quitté la mairie en 2004 il devrait prendre encore du champ en quittant l'Agglo.

Marion Ghibaudo et Carine Kubelec

▶ Jacques Molénat, " Le marigot des pouvoirs ", Editions Climat, 2004

L'ANALYSE

Une gauche aidée par les erreurs stratégiques de la droite

Quel est le contexte de ces élections ? L'analyse d'un expert, Emmanuel Négrier.

Professeur à Montpellier 1, docteur en science politique et chercheur au CNRS – Cepel, il a notamment travaillé sur l'analyse des politiques territoriales.

Qui vote à Montpellier ?

Les plus représentés sont les classes moyennes intellectuelles et les cadres et professions libérales, médicales, etc. Sont sous-représentés les ouvriers et agriculteurs.

Les populations de l'exclusion électorale sont assez proches de celles de l'exclusion sociale, économique ou territoriale. Les populations précarisées et les étudiants votent donc moins que les autres.

Il conviendra de voir à quel point les nouveaux électeurs de la présidentielle seront mobilisés pour une élection que chacun considère comme pliée d'avance.

Vote-t-on aujourd'hui comme il y a trente ans ?

Il y a 30 ans, Montpellier basculait à gauche. Une élection gagnée de justesse, dans un contexte national porteur pour la gauche. Le maire sortant était victime d'une certaine usure du pouvoir et essuyait les conséquences de l'aménagement du Polygone, avec la fronde des petits commerçants.

Les élections suivantes ont toutes démontré un leadership de gauche très affirmé, aidé par les erreurs stratégiques de la droite dans la présentation des candidats ou dans ses propres contradictions internes.

Quelles raisons à la présence de la gauche sans interruption depuis ?

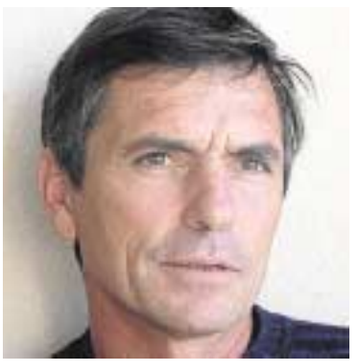
L'entretien régulier, de la part de Georges Frêche, du soutien de plusieurs groupements : les organes locaux du PS et du PC, le personnel municipal, les associations de quartier, etc.

Il a su entretenir les contradictions au sein de groupes traditionnellement favorables à la droite. Comptent aussi les politiques publiques menées à Montpellier, en matière de sport, de culture et de logement, et évidemment le phénomène de leadership.

La question cruciale à ce sujet est celle de la transition vers un autre leader. L'ingrédient qui manque est pourtant important : l'incapacité de la droite à produire autre chose qu'une alternative fantomatique, non crédible.

Comment la nouvelle population peut influer sur le vote ?

Les nouvelles couches montpelliéraines sont composites mais l'analyse comparée montre cependant qu'il n'y a jamais de fatalité sociale à la victoire d'un camp, dans une période historique où les propositions politiques entre droite et gauche municipales se sont plutôt rapprochées.



Emmanuel Négrier.

Recueilli par Cyril Berneau

ENJEUX

Ce qui pourrait faire pencher la balance

A quoi penseront les électeurs montpelliérains dans la solitude de l'isoloir ? Selon un sondage Ifop de *Midi Libre* de décembre 2007, l'emploi, le logement et la sécurité arrivent en tête des préoccupations des Montpelliérains. Les administrés tiennent au bon usage des impôts locaux, et attendent beaucoup de la prochaine équipe municipale.

Emploi. Selon le sondage, 43 % des Montpelliérains souhaitaient voir l'emploi abordé en priorité lors de ces élections. Parmi eux, principalement les (jeunes) électeurs de la maire sortante Hélène Mandroux. Même si la ville se classe en deuxième position nationale pour la création d'entreprises, le taux de chômage (12,9 % selon l'Insee) y reste supérieur à la moyenne des grandes villes. La mairie ne possède pas de compétences en matière d'emploi. Elle doit s'accorder avec l'Agglomération par le biais d'investissements : son influence est indirecte.

Logement. *« Le logement est en crise. D'ailleurs, je n'en ai pas »* confie Naima, vendeuse de 32 ans. Dans une ville qui croît de 3 500 habitants par an, le logement apparaît comme la deuxième priorité des électeurs. D'autant que la commune y détient encore le pouvoir de décision. En maîtrisant les terrains, la prochaine équipe municipale devra éviter l'étalement urbain et la flambée des prix. La ville respecte déjà la loi SRU en offrant 20 % de logements sociaux (+ 27,8% sur la dernière mandature).

Le tramway au centre du débat : l'extrême-gauche et la droite proposent la gratuité.

Sécurité. Thème cher aux électeurs de Jacques Domergue, la sécurité arrive en tête des préoccupations de 48 % d'entre eux. *« Avec la croissance de la ville, les infrastructures ne suivent pas et la sécurité non plus »,* analyse Sylvain, 28 ans, vendeur de chaussures. Championne de la baisse de la délinquance générale dans l'Hérault, Montpellier affiche une baisse de 14,1 % entre 2006 et 2007.

Transport. Avec la ligne de tramway la plus fréquentée de France (ligne 1 avec 130 000 voyageurs quotidiens) et une deuxième ligne depuis un an, le tramway montpelliérain est une réussite. Néanmoins, l'Agglomération n'est pas desservie dans sa totalité et la circulation en centre-ville s'avère complexe. Les candidats surenchérissent quant à leurs propositions concernant les transports : gratuité, accès à la mer, développement durable, etc., (voir page VIII).

Sarah Cotillard et Sébastien Tronche

A SAVOIR

CHABADABADA

La loi du 31 janvier 2007 tendant à promouvoir l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux doit s'appliquer dès les municipales. Elle découle du principe dit "chabadabada " qui impose aux communes de plus de 3 500 habitants une stricte alternance homme/femme sur les listes électorales.

SIX ANS

Les conseillers municipaux sont élus pour 6 ans. Le mode de scrutin dépend de la taille de la commune : il est mixte (à la fois majoritaire et proportionnel) dans celles de plus de 3 500 habitants et majoritaire dans les plus petites. Dans les communes de moins de 2 500 habitants, on peut même voter pour quelqu'un qui n'était pas candidat !

EFFETS COLLATÉRAUX

Crise nationale aux municipales

En pleine disgrâce "sondagière", l'influence du Président de la République sur les élections municipales résonne d'un étrange écho.

Alors qu'il avait déclaré le 8 janvier qu'il s'engagerait, au motif que *« le concept même d'élection dépolitisée est absurde »*, Nicolas Sarkozy est revenu sur ses pas le 22 du même mois, affirmant qu'il n'avait *« pas à s'en mêler »*. Son attitude demeure pourtant équivoque.

Les mesures récentes prises par rapport au pouvoir d'achat, notamment pour les petites retraites et le minimum vieillesse, dont le financement n'a pas été expliqué et alors que les caisses sont officiellement vides, semblent aller dans le sens d'une *« opération électorale »*, selon François Chérèque. Opération électorale dont les candidats n'ont pas forcément besoin. Jacques Domergue, candidat UMP à Montpellier que les sondages donnent perdant, n'a pas soutenu cet effort nationalisant les campagnes municipales. Se présentant avant tout comme un citoyen ordinaire, il a multiplié les annonces de mesures "de gauche", et cherché une caution sociale, tentant de faire oublier le soutien qu'il a pu apporter à ce gouvernement et ce parti majoritaire, l'UMP, en pleine crise de confiance.

Sébastien Tronche

SDF OU RESSORTISSANT CEE...

Tout le monde aux urnes !

138 989. C'est le nombre d'électeurs inscrits aux élections municipales de Montpellier, selon le bureau des élections de la ville. 78 197 femmes et 60 792 hommes ont ainsi, avant le 31 décembre 2007, effectué les démarches visant à enregistrer leur nom sur les listes électorales.

Pour voter, il faut résider en France, y avoir un domicile réel ou une résidence continue. Qu'en est-il de ceux qui par définition sont sans domicile fixe ? Le droit de vote n'est accordé aux gens du voyage que trois ans après leur rattachement administratif à une commune. Ce délai est de six mois pour tous les autres citoyens, y compris pour les SDF.

Jacqueline Cagnat est arrivée il y a moins d'un an à Montpellier. Après avoir été quelque temps sans domicile fixe, elle a réussi, avec l'aide de l'association "Issue Initiative Solidarités aux Situations d'Urgences sociales Espoir", à obtenir une "élection de domicile". Un statut qui lui aurait donné la possibilité de s'inscrire sur les listes, si elle l'avait acquis six mois avant la date de clôture des listes électorales. *« Ce devrait presque être une obligation de voter, je ne sais pas de quelle tendance politique est le maire actuel, mais les gens semblent globalement satisfaits. Montpellier n'est pas une ville où l'on peut mourir de faim, pour peu qu'on accepte de marcher un peu »*, dit-elle.

« Parmi les personnes auxquelles l'association vient en aide, ceux qui sont en situation de rupture ne s'intéressent pas aux municipales », explique Pierre Buisine, de l'association "Issue". *« Néammoins à chaque élection, on constate l'arrivée dans le courrier d'enveloppes des candidats, la preuve que certains ici se sentent impliqués »*, dit-il. C'est ce même sentiment que partagent de nombreux ressortissants européens, résidant à Montpellier. *« Quand on vit dans une communauté, on est forcément concerné par la politique, l'urbanisme… »*, précise Hans, directeur pédagogique de la maison d'Heidelberg.

Il est Allemand et vit à Montpellier depuis 30 ans. Comme lui, ils sont 627 à avoir fait la démarche de s'inscrire pour les élections municipales de Montpellier cette année.

Le traité de Maastricht, en instituant une citoyenneté européenne, a donné l'occasion à tout résident étranger communautaire, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'Etat membre où il réside. Une opportunité qu'ils sont de plus en plus nombreux à saisir à Montpellier.

Même si les chiffres restent modestes : en 2001, seuls 424 citoyens européens avaient accompli les mêmes démarches.

Catherine Sassonia et Marie Creyssels

A SAVOIR

MAJORITÉ DE GAUCHE

Depuis 1977, la ville de Montpellier est à gauche. Le conseil municipal sortant est composé de 61 membres dont 5 PC, 26 PS, 1 MRC, 1 PRG, 7 divers gauche, 8 Verts, 5 MoDem, 3 UMP et 5 divers droite.

AVANTAGE SÉGOLÈNE

En dépit de la "vague bleue" de la présidentielle de 2007, Montpellier a voté majoritairement pour Ségolène Royal avec 55,22 % des suffrages contre 44,78 % pour Nicolas Sarkozy au deuxième tour. Au premier tour, François Bayrou avait fait 17,5 %, Jean-Marie Le Pen 8,8 %.

FRÊCHE LOIN DEVANT

Aux élections municipales de 2001, où la gauche avait perdu de nombreuses villes, le PS et la gauche avaient bien résisté à Montpellier. Au deuxième tour, Georges Frêche avait écrasé son adversaire Dugrip par 56,34 % des voix contre 43,66 %.
Au premier tour, les résultats étaient de : 4,69 % pour la LCR, 2,83 % pour LO, 0,56 % pour le PT, 38,76 % pour la liste PC-PS, 12,54 % pour les Verts, 3,04 % pour les divers écolos, 17,72 % pour la liste RPR-UDF, 8,34 % pour les divers droite, 7,49 % pour le FN et 4,03 % pour la liste MNR.

MAIS DES DÉPUTÉS DE DROITE

Aux élections législatives de juin 2007, la droite a raflé une majorité des circonscriptions de l'Hérault. L'UMP dispose de 5 députés (dont Jacques Domergue) contre
2 pour la gauche (dont André Vézinhet, président du Conseil général).

MONTPELLIER ECOLOGIQUE, SOCIALE, VRAIMENT À GAUCHE !

Un dimanche de campagne aux puces

Dimanche. 10 heures, au marché aux puces de la Paillade en ce mois de février. Des dizaines de tracts sont distribués aux visiteurs, nombreux malgré le mauvais temps dominical. Employé au centre de tri postal, numéro un de la liste "Montpellier écologiste, sociale, vraiment à gauche", Francis Viguié, 54 ans, plaide ce jour-là pour la remunicipalisation de l'eau.

Les colistiers se sont répartis aux entrées principales du marché. Interdiction de militer dans les allées. Une règle qui ne semble pas poser de problèmes à Jacques Domergue, le candidat UMP de Montpellier. Suivi d'une vingtaine de sympathisants, il ne manque pas de saluer son adversaire d'extrême gauche à son arrivée dans les halles. Sur un ton ironique, il rappelle à Francis Viguié la forte concurrence à gauche, avec la formation des listes Lutte Ouvrière et LDDC : *« Ah ! Si vous étiez unitaires…».*

En bruit de fond, le camion de campagne estampillé d'un portrait du pro-sarkozyste balance en boucle une musique branchée.

« Domergue, il aime bien les campagnes à l'américaine. Francis, c'est pas un notable, du genre à aller serrer les mains aux commerçants », remarque Anne-Rose Le Van, deuxième sur cette liste à composantes diverses. La LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), le CUAL (Comités Unitaires Anti-Libéraux) et Montpellier Tous Ensemble unissent en effet leurs forces pour faire entendre leur voix. Lucides sur leurs chances de gagner ces élections, ils restent pourtant convaincus de la nécessité de former une opposition à la "politique néo-libérale" de Nicolas Sarkozy. *« Le PS, tant au niveau national que local, est incapable de jouer ce rôle-là. Dernièrement, il n'a même pas sourcillé face au traité de Lisbonne »,* dénonce Francis Viguié.

Francis Viguié (à gche) et des militants de la liste LCR, CUAL, "Montpellier tous ensemble".

A Montpellier, il reproche aussi au parti d'Hélène Mandroux de ne plus réellement appartenir à la gauche. *« L'alliance du PS avec le Modem, parti de droite, souligne la position ambiguë de la mairie. Les dérapages et les pratiques contestées de Frêche font de la politique municipale actuelle un système autoritaire ».*

Alors qu'il débat sur ce sujet, ses compagnons poursuivent leur action. Sur ce lieu de passage, les gens marchent vite mais ces militants, très motivés, parviennent quand même à attirer l'attention. Ils répondent aussi aux interrogations des habitants du quartier. Une question revient souvent : celle de la place des immigrés dans les listes municipales. *« Et vous dans votre liste, il y en a des Arabes ? »*, demande un curieux au partisan trotskyste. *«Il ne faut pas qu'il y en ait juste pour la forme, mais leur place est légitime au vu du nombre important d'immigrés en France».* Cependant la foule compte beaucoup de gens qui n'iront pas voter. Autant de voix perdues pour les militants, même s'ils sont satisfaits d'avoir déjà pu faire passer leurs idées.

Laurie Goret et Sophie Morin-Feyssac

LISTE POUR LA DEFENSE DE LA DÉMOCRATIE COMMUNALE (LDDC)

Touche pas à ma commune !

C'est au dernier moment que la liste soutenue par des mouvements d'extrême gauche a été déposée. Elle se nomme LDDC, pour "Liste pour la Défense de la Démocratie Communale et des services publics : rupture avec l'Union Européenne !". Les militants ont débattu pour constituer une liste paritaire, définitive fin janvier. Celle-ci était en gestation depuis décembre, mais il y avait un problème de parité inversée : pas assez d'hommes candidats ! Il a donc fallu patienter jusqu'au 21 février, soit la fin du délai légal pour déposer les candidatures en préfecture, et connaître l'existence et le programme.

En chef de file, Jean-Pierre Sparfel. Soutenu par le Parti des travailleurs et le comité pour un Parti ouvrier indépendant, ce cheminot de 48 ans s'expose pour la première fois au vote des électeurs. Quelle différence entre cette liste et celles de LO et de la LCR ? D'une part, la LCR souhaite que la communauté d'agglomération soit élue au suffrage universel ; au contraire, la LDDC s'oppose à cette intercommunalité et prône une association libre entre les maires. *« Je veux conduire une liste qui redonnera à la commune sa souveraineté, car les maires sont actuellement dessaisis des décisions »,* souligne Jean-Pierre Sparfel.

D'autre part, il désire rompre totalement avec les institutions de l'Union Européenne. *« Bruxelles favorise les régions au détriment des communes. Quant au rapport Attali, il préconise de supprimer les départements. A terme, c'est la fin des services publics »*, s'insurge le candidat.

Dans le cadre des compétences locales, plusieurs propositions sont avancées. Le secteur des transports doit être replacé sous le contrôle de la régie publique, offrant ainsi un accès gratuit aux usagers. Afin de réduire le prix de l'eau, sa gestion passerait également entre les mains de la mairie. Côté logement, le candidat tire la sonnette d'alarme et propose, comme la LCR, une baisse et un blocage des loyers HLM.

Jean-Pierre Sparfel.

Au-delà du programme, la LDDC veut saisir l'occasion des élections pour créer un parti ouvrier indépendant.

Emilie Grégoire et Laurie Goret

MONTPELLIER A BESOIN DES VERTS

En partant seuls, les Verts jouent quitte ou double

Les Verts ne vont-ils pas regretter de faire liste à part ? *« Les sondages sont imprécis, ils ne veulent rien dire »* estime Jean-Louis Roumégas, leader montpelliérain du parti écologiste. Il y a pourtant un homme qui doit se frotter les mains alors que les Verts plafonnent à 7 % des intentions de vote au lieu des 12,4 % obtenus en 2001. C'est Georges Frêche.

Mais pourquoi a-t-il tout fait pour privilégier un accord avec le MoDem au détriment des Verts ? Le président de l'Agglo n'aurait jamais accepté d'avoir eu à négocier avec les Verts aux précédentes élections municipales : *« C'est un autocrate qui ne supporte pas d'avoir des gens indépendants face à lui »*, assure Roumégas. Pour justifier la rupture, le secrétaire fédéral du PS Robert Navarro a laissé entendre que les Verts avaient été trop "gourmands" en matière de postes demandés. Cette thèse a depuis été reprise par Hélène Mandroux, dans un premier temps favorable à un accord. *« Complètement faux !* rétorque Jean-Louis Roumégas, *ce n'était pas une question de places, nous en avons d'ailleurs demandé une de moins. Plutôt une question de fond »*. L'adjoint au maire sortant n'en finit pas d'égrener les sujets de discorde : cantines bio, protection de la ceinture verte, question de l'étalement urbain, doublement de l'A9, plan vélo… Et de déplorer les grands slogans des partis tels que ""capitale du solaire" à gauche ou "éco-capitale du Sud" à droite, estimés trompeurs. *« Oui, nous sommes gourmands mais gourmands d'écologie »*, revendique Roumégas. Pour qui le véritable enjeu est celui de l'Agglo. D'où son appel à débattre avec Georges Frêche. En face, silence radio… "*« Le budget 2008 de l'Agglo, c'est 637 millions, contre 412 millions pour la Ville. L'Agglo, qui a beaucoup plus de compétences, n'est pas élue au suffrage universel direct. Pour ouvrir le débat, je me porterai candidat à sa présidence »*. Mais avant ça, il faudra obtenir plus de 10 % des suffrages à l'issue du premier tour. Autrement, ce sera une mort politique pour le parti Vert.

Jean-Louis Roumégas espère renouveler le score de 2001.

Elodie Vallerey et Jérôme Nys

EN CAMPAGNE

Retour sur le champ d'attaque des Verts

Ambiance détendue au QG des Verts, en ce lundi soir de réunion, peu après la présentation de la liste.

Vingt heures passées, les militants arrivent au compte-gouttes dans le petit local du boulevard Ledru-Rollin. Les élections municipales ont lieu dans deux mois. Pas de stress encore.

On papote, on rigole. Une odeur de peinture flotte dans l'air. Des murs blancs, comme pour signifier le renouveau. Dessus, des vues aériennes de Montpellier, des affiches de campagne. Quelques plantes vertes, des livres sur l'écologie.

Elisabeth Martinez, professeur d'histoire-géographie, ne fait pas partie de la liste mais trouve le temps de donner un coup de main. Ce qu'elle préfère : aller sur les marchés, *« car on peut discuter avec les gens. »* Elle se rend à ces réunions de campagne dès qu'elle le peut. *« Elles ont commencé début janvier. Nous nous réunissons tous les lundis soirs, pour faire le planning des actions des deux semaines à venir. Et pour faire le point sur la semaine passée. Tout le monde ne vient pas à chaque fois. Nous sommes entre dix et vingt aux réunions. Chacun s'implique comme il le veut. »* Ce soir-là, ils sont dix-huit.

Manu Reynaud prend les commandes de la soirée. *« On commence par l'organisationnel, moi ça me plaît, je sais que c'est pénible mais on parlera politique après »*.

Retour sur le week-end, au marché de la Paillade et dans les trams. *« Allez-y lâchez-vous, on a besoin de retour »*. Pierre Emmanuel Julia, le cadet de la liste du haut de ses 18 ans, prend la parole : *« Moi, j'ai eu des échos, certains se sentent agressés dans les transports, ils disent qu'il y a trop de Verts »*.

« Le tram, on vit dedans ! On va y installer une cuisine », ironise Manu. Raymonde, de son côté, souligne que la distribution de tracts à la Comédie *« ça ne marche pas très bien. Il faut dialoguer avec les gens, on donne, on donne, mais ils ne regardent pas »*. Manu motive les troupes et prend les noms des participants pour les prochaines actions. *« Cette semaine, on continue l'opération " Pomme bio " devant les écoles. Un grossiste va nous fournir »*.

L'idée : offrir deux cageots de pommes aux enfants à leur sortie de classe. Et Jean-Louis Roumégas, tête de liste, de conclure : *« Diffusez l'adresse de notre site à tous vos contacts. C'est par Internet que les gens doivent savoir qu'il n'y a pas d'accord Vert-PS »*. Mais chut, ça, c'est politique !

Les miltants réunis dans le local du boulevard Ledru-Rollin.

Audrey Montilly et Emilie Grégoire

A SAVOIR

UN OU DEUX TOURS ?

Selon le sondage Midi Libre-France Bleu publié le 15 février, Hélène Mandroux friserait l'élection au premier tour. Les intentions de vote seraient de 49% pour la socialiste Hélène Mandroux, de 28% pour l'UMP Jacques Domergue, de 7% pour le Verts Jean-Louis Roumégas, de 7% pour le Front National Alain Jamet, de 6% pour la liste LCR de Francis Viguié. A l'époque de la réalisation du sondage, certaines petites listes n'avaient pas encore été déposées.

ET LES CANTONALES ?

Les élections municipales éclipsent les élections dans les conseils généraux, dont la moitié des sièges sont à renouveler les 9 et 16 mars prochains. Dans l'Hérault, où la gauche est majoritaire, 23 cantons sont à renouveler, dont cinq situés en partie sur la commune de Montpellier.

PolitiquePLUS

Politiqueplus est un supplément au n° 459 de Montpellierplus, réalisé par les étudiants du Master professionnel « Métiers du journalisme » de l'Université Montpellier 1 (Faculté de Droit), dirigé par Paul Alliès.

Ont participé à ce numéro :

Anne-Lise Dupays, Audrey Montilly, Carine Kubelec, Carol Ann O'Hare, Catherine Sassonia, Cyril Berneau, Ellen Guinéheux, Elodie Vallerey, Emilie Grégoire, Jean-Philippe Juan, Jérôme Nys, Julien Ginoux, Julien Moreau, Laurie Goret, Marie Creyssels, Marion Ghibaudo, Matthieu Marot, Nicolas Chapelle, Quentin Clairembourg, Sarah Cotillard, Sébastien Tronche, Sophie Morin-Feyssac, Vincent Wattecamps.

Graphiques : J-L Escarguel.

Photos : DR, Didier Thomas-Radux et Nicolas Guyonnet.

Coordination : Didier Thomas-Radux.

L'intégralité de ce dossier est consultable sur le site du Master : **www.hautcourant.com**

A SAVOIR

QUATRE LISTES DE GAUCHE

Outre la liste sortante, on compte quatre listes à gauche pour cette élection.
. Les 10 premiers noms de la liste "Montpellier écologique, sociale, vraiment a gauche !" sont Francis Viguié, Anne Le Van, David Hermet, Roselyne Gispert, Eric Boisseau, Sylvie Toureille, Pierre Buisson, Sophie Bietrix, Vincent Mazurek, Martine Granier.
. Les 10 premiers de la liste "Pour la défense de la démocratie communale et des services publics : Rupture avec l'Union Europeenne !" sont Jean-Pierre Sparfel, Audrey Marc, Jean-Pierre Aranega, Patricia Sourrouille, David Joviado, Liliane Barbot-Touzet, Jacques Tarrou, Fatima Madani, Mathieu Marchal, Sophie Laplanche.
. Les 10 premiers de la liste Lutte Ouvrière sont Maurice Chaynes, Isabelle Garcia, Michel Didier, Catherine Cailloux, Laurent Gilhodes, Mériem Yalaoui, Jean-Pierre Paon, Noëlle Michel, Raymond Sanchez, Sophie Marzullo.
. Les 10 premiers de la liste "Montpellier a besoin des Verts" sont : Jean-louis Roumegas, Nicole Moschetti-Stamm, Mustapha Majdoul, Nathalie Medeiros, Christian Dupraz, Pascale Pibot, Mahfoud Benali, Marie Massart, Abdel Ben Bakir, Yosra Attigui.

VIVRE UNE NOUVELLE VILLE

2008 sera-t-elle l'année Mandroux ?

Héritière d'un Barbe bleu de la politique, Mandroux table sur la force tranquille. *« Franchement, j'ai d'autres priorités pour la ville que de faire venir des statues »*, prévient la candidate de la liste PS-MoDem-PC-MRC quand on lui parle de la volonté de Georges Frêche d'ériger à Montpellier des statues de Lénine et de Mao. Frêche, toujours Frêche. Une bonne part de la problématique des élections municipales se situe là : un jeu incessant du "chat et de la souris" entre la discrète maire sortante depuis quatre ans et l'incontournable président de la Région et de l'Agglo. Pourtant, sans Frêche, Hélène Mandroux n'aurait jamais fait de politique. Présidente régionale de l'Association des femmes médecins, elle est sollicitée par l'équipe du maire pour les municipales de 1983.

Depuis, elle enchaîne un parcours politique sans faute. D'abord conseillère municipale, elle se fraye un chemin dans les arcanes du pouvoir frêchiste et devient adjointe aux finances en 1995. Avec le départ de son mentor pour la Région en 2004, elle est adoubée à la tête de la ville.

« Je ne fais pas de politique politicienne, c'est peut-être un défaut », confie cette native de Montpellier, qui dit privilégier l'action aux discussions stériles. Alors que le maire s'englue dans des conflits autour du projet Odysseum, Mandroux réussit en 2006 à dénouer les conflits avec la CCI.

Et quand le président de l'Agglo retire à la commune bien plus de compétences que la loi n'en prévoyait, la première magistrate le contourne, et entame avec les aides de l'Etat la rénovation du Petit Bard.

Un projet que quatre années de mandat n'ont pas suffi à boucler, mais qu'elle entend poursuivre si elle est élue *« Quand vous avez été médecin dans une ZUP, vous ne pouvez pas ne pas vous préoccuper de l'environnement parce qu'il retentit sur le moral des gens »*, dit-elle.

Le maire sortant Hélène Mandroux lors de la présentation de ses colistiers.

Ses détracteurs la trouvent trop consensuelle, pas assez ambitieuse ? Comme une tortue elle avance. Frêche voulait un multiplexe au nouveau Saint-Roch ? Il vient d'accepter publiquement le projet de théâtre de Mandroux. Il veut confier sa succession à l'Agglo à l'actuel premier vice-président Jean-Pierre Mourre ? *« En temps voulu, je me présenterai à l'Agglo, je n'ai aucun problème avec ça ».* Avec la légitimité, si elle est reconduite comme maire, d'avoir été élue sur son nom. Seul bémol : elle avait dit vouloir passer la main en 2014. Du coup, certains ont déjà entamé la bataille de sa succession.

Mais Hélène Mandroux commence à dire qu'elle pourrait "rempiler" au-delà.

Pour l'instant à demi-mot, histoire de calmer les esprits. Mais "méfie-toi de l'eau qui dort" est un proverbe qu'elle connaît bien.

Anne-Lise Dupays et Elodie Vallerey

Perdus de vue

Certains ont décidé de ne pas se représenter, d'autres n'ont pas été sollicités. C'est ainsi que Michel Guibal, Bernard Fabre, Henri Talvat, Marie-Christine Chaze ne sont plus sur la liste. André Ferran, Charles Khoury auraient voulu y être mais..

LUTTE OUVRIERE

Après des hésitations, l'aventure en solo

LO ne sera pas sur la liste d'Hélène Mandroux. Dans une soixantaine de villes, Lutte Ouvrière a pourtant rejoint le Parti socialiste et le Parti communiste. A Montpellier, il s'en est fallu de peu. Selon le PS, les militants de LO ont voté à une courte majorité contre le ralliement à la liste de la maire sortante. Suite à l'annonce d'une alliance entre le PS et le Modem de Marc Dufour, les partisans de LO ont refusé de s'allier avec *« un parti de droite »*. De plus, la présence de l'ancien patron de la compagnie aérienne Air Littoral liquidée depuis, les a convaincus de poursuivre seuls l'aventure. Aujourd'hui, le parti d'Arlette Laguiller se fixe un objectif de taille : dénoncer la politique de Nicolas Sarkozy. Maurice Chaynes, 59 ans tête de liste à Montpellier, n'en démord pas.

Séance de tractage avec Maurice Chaynes (2ème à gche).

« Arrêtons de fermer des sociétés rentables sans justification. Les travailleurs en sont les premiers touchés ». Ce cadre des télécommunications estime que les salariés doivent participer à la gestion de leurs entreprises.

Selon lui, le développement de l'emploi public apporterait une solution aux problèmes sociaux. La mairie, les conseils généraux et l'Etat ont pour obligation de réinvestir les différents secteurs d'activité plutôt que de les privatiser. *« Au lieu de cela, des bureaux de poste sont fermés, les hôpitaux se retrouvent surchargés et le chômage augmente ».*

En ce qui concerne l'écologie, Lutte Ouvrière se démarque de ce thème à la mode en se souciant d'abord des ouvriers en contact avec des produits nocifs. *« C'est ceux qui font marcher l'économie qui sont les plus pollués »*, souligne celui qui avait fait 2,83 % en 2001.

Lutte Ouvrière, qui avait fait dans l'Hérault 4,95 % à la présidentielle de 2002 et 1,10 % à celle de 2007, a donc décidé de compter ses troupes.

Emilie Grégoire et Laurie Goret

MODEM

Le Modem parie sur la gauche pour exister

Fort du bon résultat de François Bayrou sur Montpellier aux élections présidentielles (17,5 %), le MoDem comptait bien construire son parti dans la sérénité. Cependant, bâtir un nouveau parti et dans le même temps mener une campagne électorale n'est pas une mince affaire. Le 18 décembre dernier, Marc Dufour est investi officiellement par les instances nationales à la tête de la liste MoDem de Montpellier. La campagne peut "enfin" commencer. Alors qu'un sondage de Midi Libre ne donne que 6 % d'intentions de vote au candidat MoDem, les troupes se veulent optimistes.

L'idéal : faire 10 % le dimanche 9 mars afin de pouvoir négocier entre les deux tours. Le mot d'ordre du parti est de fédérer les clivages pour travailler ensemble. *« Le choix d'un parti de gauche ou de droite ne correspond plus à la réalité »*, explique Marc Dufour, lors du lancement de sa campagne. Mi-janvier, coup de tonnerre : des bruits de couloir annonceraient un ralliement du MoDem à la liste socialiste de Mandroux, dès le premier tour. Une alliance avec la gauche (comme à Grenoble ou Dijon) confirmée le 15 février lors de l'annonce officielle de la fameuse liste.

Celle-ci comporte six "MoDem" avec un Marc Dufour propulsé en 4ème position et dse colistiers issus des rangs de l'ex-UDF et jusque-là conseillers municipaux d'opposition. Une offre inespérée pour le nouveau parti. Mais l'alliance ne plaît pas à tout le monde, à commencer par les autres courants du parti, les "anciens" UDF et Cap 21, avec comme tête d'affiche George Fandos. Celui qui aurait bien voulu briguer la tête de liste du MoDem, dénonce *« une attitude politique suicidaire »* et l'absence de consultation des adhérents. D'où son choix de présenter une liste autonome. Des adhérents qui semblent pourtant accorder leur confiance à Marc Dufour, en donnant la majorité des voix à sa liste, à l'occasion de l'élection des délégués régionaux au conseil national de leur mouvement le 19 janvier dernier. Pour Frédéric Tsitsonis, président du groupe MoDem au conseil Municipal, la liste Fandos n'est qu'un "bricolage", d'ailleurs des actions au sein des instances nationales von être lancées.

« *Ses idées sont très conservatrices, pas en accord avec les valeurs progressistes du MoDem »*, juge Tsitsonis.

Jacques Domergue, quant à lui parle d'un parti mort-né. *« Une force politique qui ne se présente pas seule à une élection locale est condamnée à disparaître ».* Alors cette alliance est-elle une stratégie politique ? Marc Dufour ne s'en cache pas. Conscient du fait que Frêche et Mandroux ne seront pas là éternellement, lui pense déjà aux législatives et à la présidentielle de 2012 et préfère *« être à l'intérieur qu'à l'extérieur »* pour asseoir son parti. Et ses idées.

Julien Moreau

Frédéric Tsitsonis et Marc Dufour, au meeting d'Hélène Mandroux le 28 février.

INTERVIEW CROISÉE

PS et PC ont-ils toujours des choses en commun ?

Les communistes et les socialistes sont-ils toujours sur la même longueur d'ondes ? Interview croisée de Florant Pagès, 24 ans, militant PC et de Lucille Callejon, 21 ans, responsable des MJS de l'Hérault.

Que pensez-vous de l'union des forces de la gauche entre le PS et le PC ?

Florant : On s'est mis d'accord sur un programme résolument de gauche. Le bilan est également marqué à gauche, il est donc justifié que le PC s'allie au PS. Nous ne sommes pas en opposition, notre culture est simplement plus radicale sur de nombreux sujets comme l'écologie ou le social.

Lucie : cette alliance est logique puisque nous faisons partie de la même famille politique.

Florant Pagès jeune communiste et Lucille Callejon, membre des MJS.

Mais il est vrai que le PC est un peu plus radical sur certaines questions.

Que pensez-vous de la liste indépendante de la LCR ?

F.P : La LCR reste dans une posture critique. Il faut se confronter à la réalité, prendre des responsabilités même si on peut se faire mal.

L.C : C'est normal de ne pas faire une liste commune avec un parti qui ne partage pas le même programme. De plus la LCR n'a pas vocation à accéder au pouvoir.

Que vous inspire la gratuité du tram proposée par Jacques Domergue ?

F.P : Faire progresser la tarification sociale du tram me paraît être une meilleure idée.

L.C : C'est une annonce complètement démago. Comment serait financée la création des autres lignes ?

Quelle est la proposition la plus forte dans le programme que vous soutenez ?

F.P : La création d'une caution municipale solidaire pour que les nombreux jeunes de Montpellier puissent accéder plus facilement à la location.

L.C : C'est le renforcement de la clause sociale. Cette clause d'insertion sur les marchés publics permet à la mairie de donner la priorité, lors des appels d'offres, aux personnes les plus précaires.

Sophie Morin-Feyssac et Jérôme Nys

A SAVOIR

UNE GAUCHE PLUS QUE PLURIELLE

La liste du maire sortant Hélène Mandroux intègre des membres de partis allant du PC au MoDem, ainsi que des membres de la société civile.

. Les 20 premiers noms sont de cette liste " Vivre une nouvelle Ville " sont : Hélène Mandroux, Christian Bouillé, Françoise Prunier, Marc Dufour, Amina Benouargha-Jaffiol, Georges Frêche, Christiane Fourteau, Jacques Touchon, Sophie Boniface-Pascal, Michel Passet, Fanny Dombre Coste, Michael Delafosse, Catherine Labrousse, Philippe Thinés, Marlène Castre, Max Levita, Régine Souche, Frédéric Tsitsonis, Claudine Troadec-Robert, Serge Fleurence.

UNE DROITE CHALLENGER

. La liste " Changeons d'air " menée par l'UMP Jacques Domergue, se veut, elle aussi, ouverte à la société civile et à des anciens socialistes. Les 20 premiers membres de la liste sont : Jacques Domergue, Marie-Josée Augé-Saumon, Arnaud Julien, Martine Petitout, Stéphane Mella, Sarah el Atmani, Christian Dumont, Nancy Canaud, Gérard Lannelongue, Marie-Christine Cannat, Jean-Jacques Pons, Françoise de Castet, Georges Cipriani, Louise Ardon, Pascal Giudicelli, Marie-Laure Anselme-Martin, Jacques Emprin, Audrey Alimi, Lucien Belen, Pascale Garcia

A vous de vous de choisir

Que proposent-ils sur les cinq thèmes majeurs ?

Logement

A gauche : Lutte Ouvrière (LO), la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et la liste de Défense de la Démocratie communale (LDDC) et les Verts s'entendent sur la réhabilitation des logements vétustes. La LCR va jusqu'à la réquisition des logements vacants et des logements étudiants dans tous les quartiers. La LDDC prône un plafonnement des loyers. Le Parti socialiste avance son idée de service public de caution. Toutes les listes de gauche sont d'accord pour une augmentation des logements sociaux, le PS se démarquant par son projet de norme " haute qualité environnementale " pour les bâtiments. A droite, pour la Liste Démocrate et Ecologiste (LDE) : le logement doit être densifié plutôt qu'étalé, les quartiers doivent devenir polyvalents (travail, domicile, loisirs) et il faut lutter contre le clientélisme des attributions d'HLM. Ce point est partagé par la liste UMP qui souhaite également une plus grande accession à la propriété, la réconciliation de l'urbanisme et de l'environnement ainsi que la création de deux mille logements, financées par l'argent destiné au nouvel Hôtel de Ville. Le Front National préfère construire des maisons de retraite et instaurer une préférence nationale dans l'accès au logement.

Emploi

Les listes ne s'éloignent pas des propositions nationales. La LCR veut transformer les emplois précaires en emplois stables et récupérer les subventions aux entreprises qui délocalisent, licencient ou qui ne respectent pas la stabilisation des emplois. LO souhaite favoriser l'emploi pour régler les problèmes sociaux et interdire les licenciements dans les entreprises en bénéfice. La LDDC va plus loin en proposant la nationalisation des entreprises qui ferment et, comme LO, favoriser l'emploi dans le service public. Les Verts avancent le projet de coopératives d'entreprises. Pour le PS, la réponse se trouve dans les " forums emplois " qui seraient installés dans les quartiers, dans une Maison de l'emploi et un guichet unique pour les demandeurs d'emploi pour les aider à monter leur entreprise. La LDE partage avec le PS l'idée de bâtiments " haute qualité environnementale " et souhaite créer des emplois dans ce secteur.

L'UMP rejoint le PS sur la Maison de l'emploi et se distingue en proposant une baisse de 1 % de la taxe professionnelle durant son mandat. Outre la création d'une " ZAC Biodysseum " (1 500 emplois) consacrée aux énergies renouvelables, une pépinière d'entreprises dans le secteur des services à la personne amènerait 4 000 nouveaux postes. Cette idée se trouve également sur le programme du FN qui propose d'améliorer l'aide à domicile des personnes âgées.

Culture

Les festivals Montpellier Danse, du Cinéma Méditerranéen ou bien encore Radio France ont fait prendre une envergure culturelle à Montpellier, qui se ressent dans les propositions de campagne. Seules la LCR et LO proposent de renforcer l'éducation artistique à l'école. A la proposition de LO de favoriser la culture dans les quartiers " moins prisés ", le PS répond par les projets d'une salle de spectacle de 12 000 places au Parc des Expositions et d'un théâtre pouvant accueillir 1 200 personnes dans le quartier nouveau Saint-Roch. Les Verts préfèrent le maintien ou la réorganisation des salles existantes comme le Rockstore ou l'ex-Diagonal Centre et veulent instaurer des états généraux de la culture. A contre-courant, la LDDC refuse la " régionalisation de la culture " et souhaite que la politique culturelle soit impulsée à l'échelon national. Ne dénigrant pas les acteurs culturels extérieurs, la LDE souhaite cependant favoriser les acteurs locaux qui " constituent le vivier de notre culture ". Au contraire, l'UMP veut créer davantage d'événements d'envergure comme un festival équivalent aux Eurockéennes de Belfort. Sur le plan local, " les trois jours des arts universitaires " et le " Festival des arts émergents " devraient faire la part belle aux jeunes créateurs de la région. Enfin, Le FN souhaite "ouvrir la ville à la culture populaire" en organisant des comédies de boulevard, des opérettes.

Transports

Les transports en commun doivent être propres, sur ce point, les listes sont unanimes. Deux axes se dessinent : le tramway et le vélo. Les Verts projettent de faire passer la ligne 2 par la Comédie, une ligne 3 de Juvignac à la mer et une ligne 4 de Lavérune au Millénaire. La gratuité serait destinée aux plus précaires et au moins de 12 ans tandis que les abonnements baisseraient. La LCR étend la gratuité à tous dans un réseau densifié. La LDDC pense à l'éventualité d'une gratuité totale ou au moins un abaissement des tarifs. Selon LO, la ligne 3 desservirait le plus grand nombre. Le PS se fait discret sur les itinéraires mais propose une circulation 24h / 24, 7j / 7. La LDE propose de rallonger la ligne de tram jusqu'à Fabrègues à l'Est et à Castries à l'Ouest, et lance l'idée d'un "tram-train de banlieue " pour desservir les villages. La gratuité devrait être totale pour la liste UMP, qui projette, entre autres, un réseau jusqu'à la mer, desservant les quartiers Ouest et sur une ligne reliant Albert 1er à la Gare via le Peyrou. Sur les transports, le FN ne veut que plus de sécurité.

Concernant les deux-roues, la LCR, les Verts, le PS et l'UMP prônent une augmentation des pistes cyclables et la poursuite du projet de libre-service.

Environnement

La protection de l'environnement continue son chemin pour ces municipales. La LCR milite contre la culture d'OGM en plein champ, pour la préservation d'une agriculture de proximité et pour la sauvegarde d'une "ceinture verte" autour de la ville. Pour la liste PS, cette ceinture devient la "marathonienne", un réseau vert de 40 km autour de la ville. Elle s'engage également à réduire de 50 % la facture énergétique des services publics, à aménager des berges du Lez en plages et à installer des panneaux solaires sur les nouvelles constructions publiques. Tout comme la LCR et le PS, les Verts veulent davantage de parcs dans le centre ville et garantir une ceinture verte autour de la ville, en plus d'un tri sélectif généralisé. Une idée partagée par la liste UMP, qui s'accorde avec le PS sur l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments publics et étend la mesure aux logements sociaux. La création d'un poste de "vice-maire" chargé de l'environnement se calque sur ce qui se fait à l'échelon national. La LDE et son "économie écologique" souhaite quant à elle " traiter les problèmes existant " en préférant plusieurs centres de traitements des déchets à un méga-site. La LDDC, LO et le FN n'ont pas de programmes spécifiques sur le sujet.

Quentin Clairembourg

LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX COTES DE MANDROUX

« Pas besoin d'être un professionnel pour participer »

Ils ne sont pas encartés. Pourtant, ils s'engagent en politique. Certains même publiquement, aux côtés d'Hélène Mandroux. Neuf d'entre eux figurent dans sa liste. Ils représentent la "société civile".

« Il n'y a pas besoin d'être un professionnel pour participer à la gestion de la cité ». Le doyen de la faculté de médecine de Montpellier Jacques Touchon y croit tellement, qu'il a créé en novembre dernier une association de soutien à Hélène Mandroux, "Montpellier Passion", qui compte 1 000 adhérents. En cinquième position sur la liste, si le chercheur à l'Inserm doit siéger au conseil municipal, il lui faudra faire des choix. C'est sa fonction de doyen qu'il abandonnera, car *« l'Université doit rester neutre »*. Si Jacques Touchon n'exclut pas d'adhérer un jour à un parti, cet ancien responsable de l'union des étudiants communistes reste "difficilement encartable". Il veut *« juste apporter sa petite pierre »*, mais aspire à un rôle politique.

De son côté, Perla Danan a pris des distances avec ses activités liées aux médias pendant la campagne. Si Perla Danan s'engage professionnellement en politique, elle abandonnera ses fonctions relatives à Radio Aviva. Son expérience professionnelle et associative lui permet de travailler sur divers projets comme la vulgarisation de la médecine, la solidarité interculturelle ou encore la qualité environnementale.

Jacques Touchon.

Quant au benjamin de la liste Ismaël El Singaby, il a commencé à s'intéresser à la politique durant les présidentielles. A 21 ans, l'étudiant en pharmacie est 58ème sur la liste. Bien qu'il ne soit pas éligible, il apportera son soutien à Hélène Mandroux : *« C'est une personne qui sait être à l'écoute de ses concitoyens et qui a notamment fait beaucoup de choses pour les jeunes »*, explique-t-il, rappelant que ses études lui prennent beaucoup de temps.

« Mon engagement viendra par la suite naturellement. Je ne veux pas précipiter les choses », rappelle le fils du responsable du festival des internationales de la guitare. Une façon de prendre date.

Anne-Lise Dupays et Audrey Montilly

MONTPELLIER DÉMOCRATES, ECOLOGISTES ET CITOYENS

Georges Fandos veut sauver le soldat Modem

" Méfiez-vous de contrefaçons " tel pourrait être le slogan de campagne de Georges Fandos.

Marc Dufour (candidat officiel Modem) ayant cédé aux sirènes du PS, Georges Fandos a décidé de présenter une liste autonome "Démocrates, écologistes et citoyens". Elle rassemble 50 % de personnes de la société civile, 25 % de fidèles du Modem et 25 % d'écologistes issus de mouvements variés.

Si certains de ses adversaires parlent d'une liste réalisée à l'emporte-pièce, l'ingénieur agronome s'en défend. Il confie avoir anticipé le ralliement de Marc Dufour à la liste d'Hélène Mandroux. *« Au MoDem, nous sentions depuis un mois que Dufour allait rejoindre Mandroux et Frêche »*. Mais, s'il sentait cette volte-face possible, Georges Fandos n'en porte pas moins un regard sans concession sur le choix de Marc Dufour et surtout sur sa façon d'agir : *« Il n'a pas respecté les principes du Modem et ses adhérents »*. Et de rappeler que 82 % des militants bayrouistes se montraient hostiles à la présence de Georges Frêche en bonne place sur une liste municipale. *« Marc Dufour prétend que les adhérents le soutenaient. Or il n'y a même pas eu de vote ! »*, s'insurge Fandos qui de plus est scandalisé par les colistiers Modem de Dufour… *« Il n'a mis que des amis à l'instar de Richard Mailhé, membre du cabinet de Frêche à l'Agglomération, alors que l'on ne l'a jamais vu à une seule réunion. En plus, il a exclu tous les nouveaux adhérents Modem et ceux de Cap 21 »*.

Georges Fandos (avec la veste bleue) lors de la présentation de sa liste.

Georges Fandos se revendique donc comme "le" candidat Modem. Même s'il ne détient pas l'investiture, mais le soutien de Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement et membre du bureau national du Modem. Il s'oppose à la "vision passéiste" de Frêche en matière d'urbanisation : *« Nous ne voulons pas d'une grande ville qui absorbe les communes environnantes »*.

Marginal au sein de son parti, Georges Fandos défend l'idée d'une ville méditerranéenne à taille humaine qui fonctionne démocratiquement. *« Nous souhaitons mettre en place un urbanisme qui favorise la mixité sociale »*, dit-il. Fervent écologiste, ce quinquagénaire de Saint-Aunès aspire à lutter contre l'engorgement de la ville. Son idée, mettre en place des trains / trams qui desserviraient les communes limitrophes.

Pour sa sixième candidature, Georges Fandos ambitionne de recueillir 17,5 % des voix, soit le score de François Bayrou lors de la dernière présidentielle à Montpellier.

Définitivement, Georges Fandos entend bien mener sa campagne sous l'égide du Modem, ce qui a le don d'exaspérer les instances du parti. Audette Giraudou, la secrétaire départementale du Modem s'insurge contre ce procédé : *« Ce n'est qu'un dissident qui tente d'abuser les électeurs. François Bayrou a officiellement soutenu la candidature de Marc Dufour »*. D'ailleurs une procédure d'exclusion pourrait être lancée selon Marc Dufour. Dans certaines villes, face au Modem rose on trouve un Modem bleu. A Montpellier, c'est un Modem vert.

Matthieu Marot

A SAVOIR

UN MODEM "OFF"

Comme à Roubaix, Dijon ou Grenoble, localement le MoDem a passé un accord dès le premier tour avec la gauche. Alors que dans des villes comme Bordeaux, Biarritz, Arras, Noisy-le-Sec, c'est avec la droite que le jeune parti de François Bayrou a fait alliance. A Montpellier, une partie des membres du MoDem a donc participé à une liste non officielle, dirigée par Georges Fandos, "Montpellier Démocrates, Ecologistes et Citoyens".

Les 10 premiers de la liste sont :Georges Fandos, Eliane Blanquier, Gérard Straumann, Françoise Simon, Alain Chaudet, Liliane Garcia, Roger Imperaire, Dominique Savelli, Franck Michau, Marie-Andrée Perreto.

UNE LISTE FN

Déposée tardivement, la liste Front National ne vise qu'à entretenir le fonds de commerce du parti de Jean-Marie Le Pen. Qui s'il a fait dans le passé de très fort scores régionaux, s'est toujours cassé les dents sur Montpellier. D'ailleurs faute de moyens et de réelle volonté, les adhérents frontistes se contentent du minimum syndical.

Les 10 premiers de la liste "Montpellier fait front" sont : Alain Jamet, Dominique Dupuy, Charles Galtier, France Jamet, Guy Marchand, Anne Piedimonte, Guillaume Vouzellaud, Dominique Portes, Henri Brenoit, Maryse Mejean.

A SAVOIR

COMMENT CA FONCTIONNE ?

Depuis une loi de 1884, le conseil municipal a la charge de régler par ses délibérations les affaires de la commune et ses attributions s'étendent à de nombreux domaines. Lors de sa première réunion après les élections municipales, le conseil élit en son sein le maire et ses adjoints. Représentant les habitants, il donne son avis toutes les fois qu'il est requis par les textes ou par le représentant de l'État. Il émet des vœux sur tous les sujets d'intérêt local. Chaque année, avant le 31 mars, il vote le budget et approuve le compte administratif, le document qui traite de l'exécution du budget. Le conseil municipal est également compétent pour créer et supprimer des services publics municipaux, pour décider des travaux, pour gérer le patrimoine communal, pour accorder des aides favorisant le développement économique.
Les mesures qu'il vote donnent lieu à des délibérations du conseil. Le conseil municipal doit se réunir au moins une fois par trimestre. L'ordre du jour, fixé par le maire, doit être communiqué avant le début de la séance.

UN SCRUTIN TRÈS LOCAL

Les municipales sont le scrutin local par excellence puisque, de tous les élus, les conseillers municipaux et les maires sont ceux qui ont la plus grande proximité avec leurs concitoyens. 88 % des Français disent connaître le nom de leur maire (contre 48 % pour le député) et 42 % disent même avoir discuté avec lui !

CHANGEONS D'AIR

La méthode volontariste de Jacques Domergue

Jacques Domergue réussira-t-il à réitérer son succès aux législatives de 2002 lorsqu'il avait, à la surprise générale, coupé l'herbe sous le pied de Georges Frêche ? Ce chirurgien de 54 ans en est persuadé malgré les sondages qui le donnent largement perdant au premier tour. Sa méthode, elle, n'a rien à envier à celle du baron socialiste. Il le clame depuis le début de la campagne : " Mandroux ou Frêche, ce sont les mêmes ! " Et le candidat UMP d'aller à contre-courant des habitudes de la droite, comme avec cette promesse d'instaurer la gratuité des tramways et des bus. Il n'hésite pas également à faire dans la provocation en brandissant un chèque géant de 130 millions d'euros établi à l'ordre des Montpelliérains. Une somme qu'il compte redistribuer à la population, en revendant, s'il est élu, le bâtiment de la nouvelle mairie.
Son programme s'articule autour d'un même credo : dénoncer le système Frêche et mettre fin à 30 ans d'hégémonie socialiste sur la ville. *« Le quotidien des Montpelliérains se joue lors de ces élections »*, confie le principal candidat de droite. *« Je pense qu'ils ne veulent plus être inféodés à Georges Frêche et ses sbires. »*
Un discours à l'emporte-pièce – où on trouve même des thèmes d'extrême-gauche comme la gratuité du tramway ! – qui a trouvé l'adhésion d'un public d'horizons divers. Pour preuve sa liste qualifiée " d'ouverture " car faisant appel à des personnalités de la société civile, le syndicaliste Stéphane Mella (voir ci-dessous) en étant la figure de proue. Tous sont d'accord pour mettre en avant les qualités d'humaniste de l'éminent médecin. *« C'est un homme charismatique »* note Warren Azema, responsable des Jeunesses Populaires de Montpellier. *« Il a de la poigne et est toujours à l'écoute. Jacques n'hésite pas à aller sur le terrain. Il est d'ailleurs le seul à être allé à la rencontre des étudiants. »*
Le gouvernement affiche également son soutien. Ainsi Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement Supérieur, est venue rendre visite le 27 février à celui qu'elle qualifie comme " son ami." *« Je connais Jacques depuis 2002. Nous avons travaillé ensemble à la Commission des Affaires Culturelles à l'Assemblée Nationale »* précisait-t-elle lors de cette visite éclair. Xavier Bertrand, ministre du travail, est aussi venu le soutenir.
Néanmoins, tout ce beau monde ne garantit pas la victoire, comme en attestent les sondages. D'ailleurs Domergue entretient des relations complexes avec une partie de son camp, qui lui préfère Georges Frêche et ses alliés… *« Je ne fais pas grand cas des sondages »*, conclut Jacques Domergue. *« On paye surtout les mauvais résultats nationaux. Ma victoire contre Frêche en 2002 a bien montré que les Montpelliérains veulent être écoutés et étouffent face au système actuel. Je suis confiant. »* Une conviction qu'il espère bien voir concrétisée dans les urnes.

Le leader UMP lors de la récente visite de la ministre Valérie Pécresse.

Ellen Guinéheux et Vincent Wattecamps

L'OUVERTURE FACON UMP

Quand la droite drague les déçus du Frêchisme

A l'instar de Nicolas Sarkozy, Jacques Domergue avait annoncé une grande ouverture de sa liste. Principale figure de celle-ci, Stéphane Mella, plus connu pour son engagement syndical FO et son appartenance à la gauche moderne que pour ses attachements à l'UMP. Il a pourtant accepté de rejoindre la droite montpelliéraine. Difficile pourtant de le taxer d'opportuniste aux regards des sondages qui donnent Hélène Mandroux élue largement devant.
« J'ai commis un double crime », reconnaît ce père de famille, manipulateur en électroradiologie. *« J'ai passé 15 ans au Parti Socialiste et je suis syndicaliste depuis 1991. Mais j'ai choisi d'être présent aux côtés de Jacques Domergue car le système Frêche mène la ville à sa perte ».* Un choix mûrement réfléchi, fruit d'un respect pour celui qu'il qualifie d'humaniste dans son métier. *« Il n'hésite pas à venir en aide aux personnes en difficulté matérielle et ne fait jamais dans l'ostracisme ».*Une décision également politique. *« Je reste fondamentalement de gauche. Mais je combats le système Frêche qui centralise tous les pouvoirs et a vidé le Parti Socialiste montpelliérain de sa substance ».*
Stéphane Mella explique ne pas avoir voulu rejoindre la gauche, où certains ont ironisé sur la bien faible " pêche " de Domergue. Une ouverture à tout prix voulue par Jacques Domergue, nécessaire dans une ville où la gauche laisse peu de thèmes des campagne à la droite. Outre des personnalités de gauche comme Mella, d'autres du Nouveau Centre, des écologistes indépendants et des membres de la société civile ont également rejoint la liste. Reste à savoir si ce sera suffisant.

Stéphane Mella, ex-encarté PS, colistier de Domergue.

Ellen Guinéheux et Vincent Wattecamps

MONTPELLIER FAIT FRONT

« Je préfère qu'il n'y ait qu'un seul tour »

■ Après des législatives ratées, le FN va mal mais Alain Jamet (73 ans) et sa fille France (47 ans) comptent bien avoir plusieurs conseillers municipaux.

Est-ce pour vous une élection locale ou nationale ?

Alain Jamet : En votant pour moi, les électeurs savent qu'ils votent pour le programme du Front. Quand la côte de Sarkozy baisse, celle du FN monte, c'est le système de vases communicants.

Votre campagne semble discrète

AJ : Les autres candidats vont sur les marchés, c'est obsolète. Puis ça dérange les promeneurs et les marchands. Moi, j'y vais hors période électorale. En campagne, je préfère le boîtage.

France Jamet : J'aime tracter. Nous recevons des invectives, des insultes, mais ce n'est rien à côté d'une bonne poignée de mains.

Le logement étudiant n'est pas une priorité pour vous ?

AJ : Une priorité est la chose principale que l'on va faire, il faut un ordre. Les autres candidats font du jeunisme, tout est prioritaire pour eux. Il manque 500 lits pour les maisons de retraite, dans 10 ans 1 000 ou 1 500. Ca me paraît plus important.

FJ : En fait, il manque des logements pour tout le monde, y compris pour les étudiants. Mais on préfère quand même aider les personnes âgées.

Quel est le bilan que vous faites de Georges Frêche maire ?

AJ : Pas d'attaque personnelle car il n'est pas en face de moi. On retient de lui l'urbanisme, déjà que le Polygone et la Paillade de Delmas n'étaient pas une réussite, voyez un peu Antigone, Odysseum et Richter ! Il faut une architecture humaine, enracinée et méditerranéenne.

Le leader FN Alain Jamet et sa fille.

Que vous inspire sa présence sur la liste d'Hélène Mandroux ?

FJ : Rien. S'il n'avait pas été sur la liste, l'ombre de sa main aurait plané sur la ville. Maintenant, les choses sont claires.

Quel regard portez-vous sur votre alliance avec Jacques Blanc ?

AJ : Je l'ai voulue pour des motifs politiques, pour éviter que la gauche prenne le pouvoir. Mais il n'a pas été un ami fidèle.

Une alliance avec Jacques Domergue était-elle possible ?

AJ : Cette année, je n'ai pas tendu la main à Domergue, mais il veut bien prendre les électeurs du Front.

Entre les deux tours ?

AJ : Il n'y aura ni fusion ni appel à voter pour lui, nos programmes n'ont rien à voir. De toute façon, je pense être au deuxième tour bien que je préfère qu'il n'y ait qu'un tour pour que nous ayons plus d'élus.

N'est-il pas temps de passer la main ?

AJ : je ne suis pas immortel. Il faudra me remplacer, comme Le Pen ou Frêche. Dans la liste, j'aurais pu être dernier, cela aurait été très symbolique. On repensera à cela quand je passerai la main, dans deux ans. Les électeurs choisiront ma succession.

FJ : Marine est bien impliquée, elle a un vrai talent. Personnellement, je n'aspire pas à prendre la place que mon père occupe depuis 33 ans. En tout cas, je suis très flattée et honorée qu'il m'ait placée en quatrième position, j'ai été étonnée et touchée. Il me laisse une chance alors qu'il ne m'a jamais fait de cadeau politique.

Les colistiers ont-ils de l'expérience politique ?

AJ : France et moi sommes les seuls élus, nous sommes des notables. Les autres sont encartés pour 2/3, sympathisants ou juste là pour nous soutenir. Beaucoup ont des décorations d'anciens combattants ou de résistants, ils se sont battus pour le pays, c'est majoratif. C'est important de ne surtout pas les oublier.

FJ : En tout cas, personne ne s'est battu pour être bien placé. Les colistiers ne souhaitent pas forcément être élus. Ils sont humbles, modestes et ont l'honnêteté de reconnaître la lourdeur de la charge de conseiller municipal.

Propos recueillis par Jean-Philippe Juan

A SAVOIR

HEP, C'EST DIMANCHE !

Le premier tour des élections municipales a lieu ce dimanche 9 mars. Dans la plupart des communes, le scrutin est ouvert de 8 à 18h. A Montpellier, on peut voter jusqu'à 20h.

PROCURATION

Si un électeur ne peut pas se déplacer ou être présent dans sa commune d'inscription électorale, le 9 ou le 16 mars prochain, il a la possibilité de voter par procuration en choisissant un mandataire. Le mandant et le mandataire doivent être inscrits dans la même commune, mais pas nécessairement dans le même bureau de vote.

Les procurations sont établies par le Tribunal d'Instance, le commissariat, la gendarmerie, du lieu de résidence du demandeur, ou de la commune où il a son lieu de travail. Se munir de sa pièce d'identité bien sûr.

Les 8 listes en présence à Montpellier

LUTTE OUVRIERE

Soutenue par : Lutte Ouvrière

Tête de liste : Maurice Chaynes 59 ans, cadre télécoms

QG : pas d'adresse

Internet : www.contact-mediterranee@lutte-ouvriere-sud-ouest.org

LISTE POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE COMMUNALE ET DES SERVICES PUBLICS : RUPTURE AVEC L'UNION EUROPEENNE !

Soutenue par : Parti des Travailleurs, Comité pour un parti ouvrier indépendant

Tête de liste : Jean-Pierre Sparfel 48 ans, cheminot

QG : 16 rue P. Fermaud

Internet : www.ajr34.over-blog.com

MONTPELLIER ECOLOGIQUE, SOCIALE, VRAIMENT À GAUCHE !

Soutenue par : Comités Unitaires Anti Libéraux, Ligue Communiste Révolutionnaire, Montpellier Tous Ensemble

Tête de liste : Francis Viguié 54 ans, employé de poste

QG : 14 rue du Commerce

Internet : http://montpellier.vraimentagauche.over-blog.fr

MONTPELLIER A BESOIN DES VERTS

Soutenue par : *Les Verts*

Tête de liste : Jean-Louis Roumégas 45 ans, instituteur

QG : 7 boulevard Ledru-Rollin

Internet : www.roumegas2008.fr

VIVRE UNE NOUVELLE VILLE

Soutenue par : P. communiste, P. socialiste, P. Radical de Gauche, Mouvement Républicain et citoyen, Modem

Tête de liste : Hélène Mandroux 68 ans, médecin en retraite

QG : 7 boulevard Ledru-Rollin

Internet : www.helene-mandroux.fr

MONTPELLIER DEMOCRATES, ECOLOGISTES ET CITOYENS

Soutenue par : Cap 21

Tête de liste : Georges Fandos 51 ans, ingénieur agronome

QG : pas d'adresse

Internet : www.montpellier-democrate.fr

CHANGEONS D'AIR

Soutenue par : UMP

Tête de liste : Jacques Domergue 54 ans, chirurgien, professeur d'université

QG : 1 rue de Verdun

Internet : www.jacquesdomergue-montpellier2008.fr

MONTPELLIER FAIT FRONT

Soutenue par : Front National

Tête de liste : Alain Jamet 74 ans, agent commercial retraité

QG : Centre commercial Le Solis, Lattes

Internet : www.frontnational.com

AGGLOMERATION

Un vote avec d'importants effets secondaires

Ces élections municipales auront un double impact. Particulièrement pour les 31 communes membres de Montpellier Agglomération. Car à terme, l'Agglo est appelée à évoluer dans son périmètre et dans son exécutif, avec un certain nombre de défis à relever.

Cumul des mandats. Localement, l'agglomération de Montpellier dispose des principaux leviers d'aménagement du territoire, en termes d'équipements, d'économie, etc. Les fonctions de président de conseil régional et de maire sont strictement incompatibles entre elles. C'est pour cette raison que Georges Frêche, président de la région Languedoc-Roussillon, avait abandonné son poste de maire de la ville en 2004. Cependant, rien ne lui interdit d'être à la fois président de région et conseiller municipal.

Sixième sur la liste d'Hélène Mandroux, l'ancien maire ne cache pas sa volonté d'être reconduit à la présidence de l'agglomération. Toutefois, si ses ambitions sénatoriales se concrétisent, il devra à l'automne, abandonner l'une de ses deux casquettes exécutives. Il est interdit d'exercer plus d'une fonction exécutive (conseil municipal, départemental, régional, fonction gouvernementale) additionnée à une charge législative (sénat, assemblée nationale). Frêche quitterait alors le conseil municipal et perdrait donc la présidence de l'Agglomération.

Communauté urbaine. Après une première tentative avortée, le rattachement de la communauté de communes de Mèze et du bassin de l'étang de Thau qui intègre Sète et Frontignan à l'Agglo de Montpellier pourraient être de nouveau d'actualité.

Avec plus de 500 000 habitants, ce bassin pourrait dès lors devenir une communauté urbaine (CU). Le territoire s'étendrait sur plus de la moitié du littoral héraultais. Le fonctionnement d'une CU diffère de celui d'une communauté d'agglo. Deux compétences s'y ajoutent : les services d'intérêt collectif (eau, assainissement, cimetière) et l'environnement et cadre de vie (déchets, pollution). Mais à Montpellier, elles sont déjà en partie transférées à l'Agglo.

A l'inverse des communautés d'agglomérations, les communes membres d'une communauté urbaine ne sont pas autorisées à s'en retirer. Pour mémoire, moins de quatre ans après la création de Montpellier Agglomération, sept communes dont Palavas, s'étaient retirées. Surtout, cette nouvelle structure, avec de nouveaux membres, aurait des conséquences stratégiques, nuançant la couleur politique de cette "super Agglo", aujourd'hui solidement ancrée à gauche.

La composition de l'Agglo est issue des élections municipales.

Légitimité démocratique. Considéré comme un "supra-maire", le président d'Agglomération n'est pas directement désigné par le suffrage universel. Le citoyen vote pour une liste municipale puis le conseil municipal élit des délégués au conseil d'Agglomération, qui désigne son président. Il s'agit du seul cas d'élection au troisième degré en France. Selon un sondage TNS-Sofres de 2006, près d'une personne sur deux souhaite que le président soit désigné au suffrage universel direct. Lors d'un rassemblement à Strasbourg en octobre 2007, les présidents de communauté urbaine ont préconisé à l'unanimité, l'instauration d'un tel scrutin. La mise en place de ce processus consacrerait ces instances comme nouvel échelon politique.

Si après extension de son périmètre Montpellier entrait dans le cercle des communautés urbaines, elle serait classée sixième en terme de population et concurrencerait la cité phocéenne. On imagine avec gourmandise (si l'actuel maire de Marseille ne perd pas les élections) le duel Frêche contre Gaudin, !

Julien Ginoux
et Nicolas Chapelle

A SAVOIR

. Les communautés d'agglomération découlent de la loi Chevènement du 12 juillet 1999. Il s'agit d'un regroupement de plusieurs communes sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave. Il doit former un ensemble de plus 50 000 habitants articulé autour d'au moins une commune centre, comptant plus de 15 000 habitants.

. La communauté d'agglomération prend en charge les compétences que les communes lui transfèrent. Quatre sont obligatoires : l'aménagement de l'espace et les transports, le développement économique, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville. Des compétences optionnelles sont possibles.

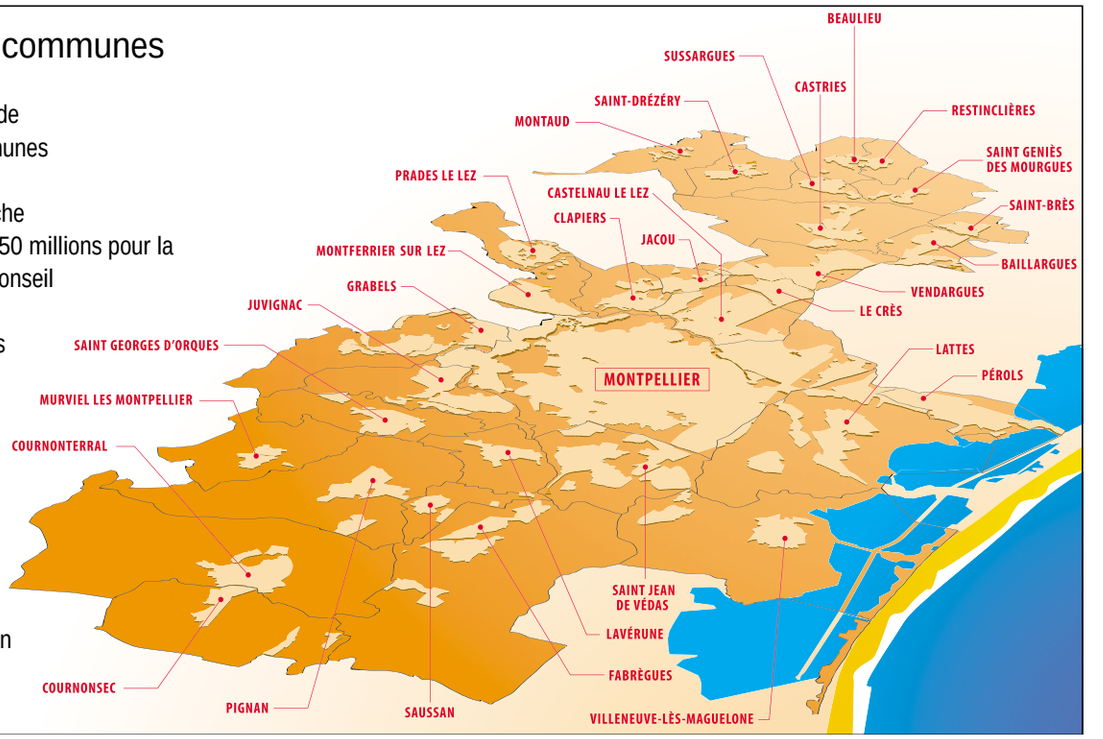
. Le président prépare et exécute les délibérations et détermine, en collaboration avec les vice-présidents et le conseil communautaire les objectifs et les moyens à mettre en place.

Une agglomération de 31 communes

Montpellier Agglomération compte plus de 400 000 habitants répartis sur 31 communes autour de Montpellier.

L'Agglomération, dont le budget est proche de 800 millions d'euros par an (contre 450 millions pour la ville de Montpellier), est dirigée par un conseil communautaire de 90 membres.

Ceux-ci sont désignés par les conseillers municipaux des communes membres.

Le nombre de siège par commune est attribué au prorata de la population de chacune, une même commune ne pouvant disposer de plus de 50% des sièges et chaque commune ayant au moins un siège.

Composé aujourd'hui de 90 membres, le conseil communautaire élit en son sein un président et un bureau, composé de 27 vice-présidents.